

“Mon gd-père à moi il venait d’Istanbul ” rencontre avec les Arméniens de Nice à lire dans “La Croix” repris par OTC

Le Président du Conseil européen Charles Michel est en Arménie

Le vice-premier ministre arménien par intérim, Mher Grigoryan, a accueilli à l'aéroport international de Zvartnots d'Erevan le président du Conseil européen, Charles Michel, qui est arrivé en Arménie pour une visite de deux jours.

Dans le cadre de la visite, Charles Michel rencontrera le Premier ministre par intérim Nikol Pashinyan. Après la rencontre, Nikol Pashinyan et Charles Michel feront des déclarations aux médias résumant les discussions.

Le Président du Conseil européen rencontrera également le président de la République d'Arménie Armen Sarkissian, visitera le Mémorial de Tsitsernakaberd pour rendre hommage à la mémoire des victimes du génocide arménien.

2- Le Courrier d'Erevan

16/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-drian-et-blinken--parlent-de-paix-durable-entre-larmenie-et-lazerbaidjan>

Le Drian et Blinken parlent de paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui était en visite de travail à Washington les 13 et 14 juillet, a déclaré que lors de sa rencontre avec le Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken, ils ont évoqué le règlement du conflit du Haut-Karabagh, rapporte l'agence Armenpress.

Résumant les résultats de la visite, le ministre français des Affaires étrangères a déclaré qu'entre autres questions d'intérêt international et bilatéral, les parties ont discuté des mesures possibles pour établir une paix durable.

« En tant que représentant du pays coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE, j'ai parlé de nos actions conjointes visant à établir une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a déclaré M. Le Drian.

3- Nor Haratch Hebdo

16/07/2021

L'Arménie et l'Italie signent un plan de coopération militaire

Des consultations militaro-politiques arméno-italiennes ont eu lieu au ministère arménien de la Défense. Les délégations étaient conduites par Levon Ayyvazian, chef du département général de la politique de défense, de la coopération internationale et le général de brigade David Morpurgo, chef du bureau des relations internationales de l'état-major italien.

Des questions liées à la sécurité régionale, aux développements internationaux, ainsi qu'à la coopération entre les ministères de la Défense arménien et italien ont été discutées au cours des consultations. Il a été décidé de reprendre les activités

de coopération quelles que soient les restrictions causées par l'épidémie, dans le respect des normes sanitaires.

Sur la base des accords conclus, un plan de coopération militaire bilatéral Arménie-Italie 2021 a été signé, qui prévoit 11 événements dans les deux pays au cours du second semestre 2021. Les événements comprendront l'échange d'expériences dans des domaines d'intérêt mutuel, la formation du personnel et la poursuite des consultations militaro-politiques.

4- Euronews

16/07/2021

<https://fr.euronews.com/2021/07/16/des-milliers-d-iraniens--en-armenie-pour-se-faire-vacciner-contre-le-covid-19>

Des milliers d'Iraniens en Arménie pour se faire vacciner contre le Covid-19

Des milliers d'Iraniens se sont rendus ces derniers jours en Arménie pour se faire vacciner contre le Covid-19, car les doses restent rares dans leur pays et une vague de nouveaux cas, alimentée par la variante delta qui se propage rapidement, menace de submerger les hôpitaux.

L'Iran est le pays du Moyen-Orient où le nombre de décès dus au Covid-19 est le plus élevé. Pour l'heure, moins de 2 % des 84 millions d'habitants du pays ont reçu les deux doses de vaccins, selon la publication scientifique en ligne Our World in Data.

Les autorités promettent que la vaccination de masse commencera en septembre, même si elles doivent avant cela vacciner les travailleurs non médicaux et les personnes de moins de 60 ans.

D'ici-là, de nombreux Iraniens ont décidé de prendre les choses en main en se rendant en Arménie voisine, où l'inoculation de vaccins est restée faible dans un

contexte d'hésitation généralisée à l'égard des vaccins, et où les autorités distribuent des doses gratuites aux visiteurs étrangers.

Les centres arméniens surchargés

Le Premier ministre par intérim, Nikol Pashinyan, a déclaré la semaine dernière que les étrangers, y compris les résidents, représentaient jusqu'à la moitié des quelque 110 000 personnes vaccinées dans le pays.

On ne sait pas exactement combien d'Iraniens ont fait le voyage pour se faire vacciner, l'Arménie restant un lieu d'escapade estivale très prisé. Mais chaque jour, des dizaines de bus, de taxis et de vols font passer la frontière à environ 500 Iraniens. Les compagnies aériennes ont ajouté trois vols hebdomadaires entre l'Iran et Erevan, et le coût des excursions en bus a doublé.

Mais l'afflux a également inondé les centres arméniens de dépistage du coronavirus. Des dizaines de personnes ont été bloquées dans la zone tampon selon l'agence de presse semi-officielle iranienne ILNA, et plusieurs se sont évanouies à cause de la chaleur.

Pour mieux gérer l'afflux de visiteurs, le gouvernement a imposé de nouvelles restrictions. La semaine dernière, il a décrété que les visiteurs étrangers ne pouvaient recevoir le vaccin que dans cinq cliniques mobiles Oxford-AstraZeneca désignées à Erevan et, dans un effort apparent pour stimuler le secteur touristique du pays, ils doivent passer au moins 10 jours en Arménie avant de se faire vacciner.

5- Air Journal

16/07/2021

Air Arabia va ouvrir une filiale en

Arménie

Par Thierry Blancmont

La compagnie aérienne **low cost Air Arabia** a signé avec un fonds public en Arménie pour lancer en coentreprise une **nouvelle filiale**, qui sera basée à l'aéroport d'**Erevan**.

Après sa base historique de Sharjah, Alexandrie, Casablanca, Ras al Kaimah et Abou Dhabi, c'est l'aéroport d'**Erevan-Zvartnots** qui accueillera bientôt les avions rouges et blancs de la spécialiste émiratie du vol pas cher. Le groupe Air Arabia a annoncé le 14 juillet 2021 avoir signé avec le fonds ANIF (Fonds d'intérêt national arménien) pour créer une **nouvelle compagnie aérienne nationale** qui « servira la vision stratégique du secteur du voyage et du tourisme en pleine croissance en Arménie, et contribuera à la croissance économique du pays, tout en offrant aux Arméniens un voyage aérien fiable et d'un bon rapport qualité-prix » selon leur communiqué. Qui de détaille ni le réseau ni la flotte envisagés.

Le pays n'a plus de transporteur national depuis 2013 et la [faillite d'Armavia](#). **Armenia Airways** et **Armenia Aircompany** sont les deux seules compagnies locales à assurer le transport de passagers, même si deux autres projets sont en préparation.

Le **nom** de la nouvelle low cost sera décidé par les citoyens arméniens, les propositions devant être envoyées à nametheairline@anif.am jusqu'au 14 aout. La recherche d'**AOC** (certificat d'opérateur aérien) a déjà été lancée, souligne Air Arabia.

Adel Al Ali, CEO du groupe Air Arabia, a déclaré : « *nous sommes ravis que le groupe s'associe à l'ANIF dans cette joint-venture pour lancer le nouveau transporteur national à bas prix d'Arménie. Nous voyons un **énorme potentiel** pour l'Arménie dans la construction de son secteur aérien, qui ajoutera une valeur durable à l'économie grâce à la création d'emplois et au développement du secteur des voyages et du tourisme* ».

Air Arabia dessert déjà la capitale arménienne au départ de Sharjah, et depuis Abou Dhabi et Sharm el-Sheikh en haute saison. L'aéroport Zvartnots accueille en outre depuis le Moyen-Orient les avions de Flydubai, Qatar Airways ou Wizz Air entre autres (au départ d'Abou Dhabi en septembre pour cette dernière). La seule liaison entre **Paris** et Erevan est assurée par Air France.

6- Le Courrier d'Erevan

16/07/2021

Les autorités arméniennes vont fournir une aide supplémentaire de 7,3 milliards de drams aux résidents du Karabakh

Les autorités arméniennes alloueront environ 7,3 milliards de drams supplémentaires pour aider la population du Karabakh. Une résolution à cet effet a été adoptée lors d'une réunion du Cabinet le 15 juillet.

Le premier adjoint et ministre par intérim du Travail et des Affaires sociales, Narek Mkrtchyan, a déclaré lors de la réunion que ces fonds continueront à verser 68 000 drams (environ 130 dollars, le salaire minimum) aux résidents du Karabakh (femmes, retraités et hommes handicapés). Les paiements ont commencé en décembre et se sont poursuivis jusqu'en juin.

Un total de 7,3 milliards de drams (un peu plus de 14 millions de dollars) sera alloué pour les paiements de juin.

À son tour, le vice-premier ministre par intérim Mher Grigoryan a noté qu'un total de 61,8 milliards de drams ont déjà été alloués pour soutenir le gouvernement et les résidents du Karabakh, et au cours de l'année, ce montant sera porté à 84 milliards (environ 163 millions de dollars). Les citoyens qui ont perdu leur logement seront indemnisés pour le loyer jusqu'à ce qu'ils obtiennent de

nouvelles maisons.

Il a rappelé qu'au cours des trois prochaines années, le gouvernement arménien fournira 52 milliards de drams (environ 100 millions de dollars) pour la construction de logements au Karabakh, le même montant étant attendu des dons du Fonds Hayastan. En outre, les autorités verseront 10 milliards de drams, sur plusieurs années, aux citoyens et aux entreprises du Karabakh dont les biens sont perdus ou endommagés.

Parallèlement, afin de favoriser le développement du Karabakh à long terme, Erevan et Stepanakert mettront en place des programmes de soutien à l'emploi et au travail.

7- Le Courrier d'Erevan

16/07/2021

Selon la décision d'Erdogan un institut pour l'étude des génocides sera créé en Turquie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a signé la décision de créer l'Institut de recherche sur le génocide.

Comme le rapporte Armenpress, l'institut fonctionnera sous les auspices de l'université d'Istanbul et s'appellera « Institut international pour le génocide et les crimes contre l'humanité ».

La décision, signée par Erdogan le 14 juillet, est publiée sur le site officiel des décisions et ordonnances de Resmi Gazete.

8- Nor Haratch Hebdo

16/07/2021

Nouveaux tirs azéris sur Stepanakert et Yeraskh

Des informations faisant état de tirs des forces azerbaïdjanaises sur des cibles civiles à Stepanakert ont été confirmées le 15 juillet par le défenseur des droits humains d'Artsakh, Gegham Stepanian.

Les habitants de la ville ont confirmé au personnel du défenseur des droits humains que les forces azerbaïdjanaises ont tiré 4 à 5 courtes rafales à 17 heures heure locale.

« Selon les informations obtenues du ministère de la Santé et de l'hôpital militaire de Stepanakert, il n'y a pas eu de victime », a écrit Stepanian dans un post sur Facebook.

Dans la matinée du 16 juillet, les forces armées azerbaïdjanaises ont également ouvert le feu en direction des positions arméniennes dans la section Yeraskh de la frontière arméno-azerbaïdjanaise aux alentours de 11h00, a déclaré le ministère arménien de la Défense. Il n'y a pas de victimes du côté arménien.

9- Eurasianet

16/07/2021

<https://eurasianet.org/whats-the-future-of-azerbaijans-ancestral-lands-in-armenia>

What's the future of Azerbaijan's "ancestral lands" in Armenia?

Ilham Aliyev is playing both good cop and

bad cop with Armenia, offering to formally recognize their territorial integrity while also suggesting that he has the right not to. Post-war report.

[Joshua Kucera](#)

“In Armenia they now say that Ilham Aliyev is making territorial claims,” Ilham Aliyev, the president of Azerbaijan, complained in a speech this week. He then neglected to deny that he was making territorial claims.

So: Is Azerbaijan making territorial claims against Armenia?

It’s hard to say, which was no doubt Aliyev’s aim, as Azerbaijan is trying to ratchet up the uncertainty in the apparent hopes of convincing Armenia to make a deal to formally resolve their decades-long conflict.

Last week, when Azerbaijan rolled out what it presented as a technical reorganization of the country’s regional economic zones, one of the new zones had an intriguing name: East Zangezur, on the far western edge of Azerbaijan. The name implies the existence of a “West Zangezur” - across the border in Armenia, in what Armenians now call Syunik - and the idea that East Zangezur may thus be incomplete.

It didn’t take long for the other shoe to drop, as Aliyev this week went [straight to the point](#). “West Zangazur is our historical land,” he said in a July 14 speech opening a new housing complex for families of soldiers killed in last year’s war. He argued that the territory is rightfully Azerbaijani and that Azerbaijanis have the right to “return” there - without specifying what exactly “return” entails. He stopped short of making an explicit territorial claim, but made vague threats to Armenia.

“The Soviet government tore Zangazur apart from Azerbaijan and handed it over to Armenia. It is relatively recent history - 101 years ago. So why should we say that this didn't happen? Why? We are telling the truth. It is the land of our ancestors: the whole of Zangazur - East and West Zangazur. In Armenia they now

say that Ilham Aliyev is making territorial claims. If there is East Zangazur, then there is also West Zangazur. Yes, West Zangazur is our ancestral land. I said that we have to return there," he said. "We will and we are already returning there. No one can stop us." And [much more](#) in that vein.

It's a [formulation](#) he has used repeatedly [in the past](#): aggression mixed with just enough plausible deniability.

Aliyev's speech was followed the next day by even more explicit claims from Tural Ganjali, the Azerbaijani member of parliament representing what Azerbaijanis call Khankendi and what Armenians call Stepanakert, the capital of the self-proclaimed Nagorno-Karabakh republic. "A merging of Eastern & Western [#Zangazur](#) provinces of Azerbaijan will boost economy of the South Caucasus region definitely," he [tweeted](#). "This combination will positively address new realities in the region after ending 3 decades of occupation."

There always have been multiple ways to interpret Baku's claims about Azerbaijani "historical lands" in what is today's Armenia. In the long-running information war with Armenians over the region's history and who rightfully owns what, they serve as a riposte to Armenians' own exclusive claims to territory in today's Azerbaijan. They also could, though, lay the intellectual rhetorical foundation for future explicit territorial claims should the opportunity for that arise. (The possibility that the two peoples could possibly live together, as they did for centuries until the collapse of the Soviet Union, is no longer entertained.)

In the case of Aliyev's remarks this week, the explanation is relatively simple, and it's a common one these days: it's a bargaining tactic.

Azerbaijan has been [increasingly pushing Armenia](#) for a formal peace agreement to resolve the conflict, and Aliyev returned to the theme in the speech directly after making the not-quite-maybe-territorial claims.

"We are prepared to sign a peace agreement with Armenia," he said. "However, there is no reaction from Armenia; there is no official reaction. The information we have received through unofficial channels is that Armenia is not ready for this. I think this would be a big mistake." The first condition of a peace agreement, he added, would be "recognition of each other's territorial integrity."

Taken together, it looks like Aliyev is trying to make these quasi-claims on

Armenian land in order to make it look like a concession of sorts when in a future peace deal Azerbaijan formally recognizes Armenia's territorial integrity. And in his speech, he saved his most explicit threat for the discussion of the peace deal. "Let them think carefully before it is too late," he said. "Just as in the past, had they voluntarily vacated our lands, they would not have been humiliated like that. Our proposal is the proposal of the winning country, the proposal of the powerful side, the offer of the victorious people. If there is an adverse reaction to this in Armenia, it is up to them. But again, they will regret it."

This rhetorical barrage coincided with a bit of an uptick in violence between Armenian and Azerbaijani forces. One Armenian soldier [was killed on July 14](#) in an exchange of fire in Yeraskh, on the border with Nakhchivan, the Armenia's Ministry of Defense reported. The Azerbaijani Ministry of Defense [reported](#) on July 16 that exchanges of fire were continuing in the area. Exchanges of fire also [were reported](#) near Shusha, in Karabakh.

The Azerbaijani MoD also [reported](#) shooting between the Kelbajar region of Azerbaijan and what it identified as "the village of Zerkend in the Basarkechar region" of Armenia. Azerbaijani social media commentator Javid Agha noticed the phrasing, which appears to be yet another informal quasi-claim on Armenian territory. These are the Azerbaijani names for what Armenians call the village of Kut in the province of Gegharkunik. "AzMOD usually uses modern administrative names for Armenian settlements," Agha [tweeted](#). "This is new."

If the goal is to force Armenia to the bargaining table, it remains to be seen how effective this strategy of coercion is going to be. Armenian Prime Minister Nikol Pashinyan responded to Aliyev's claims, denying that Armenia was resisting efforts toward a peace agreement and other issues like demarcating the border. Azerbaijan's strategy is "predictable," Pashinyan [said](#), aimed at "creating fake grounds for building an aggressive policy, which we have seen in recent days." Pashinyan did not, however, further address the idea of coming to a formal peace agreement.

As Aliyev said, the key element of a peace agreement is going to be mutual recognition of each other's territory. And the sensitivity of that question was highlighted again this week when the Azerbaijani government took the Baku ambassadorial corps to visit Shusha, the jewel of the territories that Azerbaijan won back in last year's war.

The visit quickly became the source of controversy, however, because three key embassies [skipped out](#): the United States, France, and Russia. These are the co-chairs of the OSCE's Minsk Group, the body that was in charge of peace negotiations between the two sides before last year's war but which has since then been shunted aside, [its role now unclear](#).

The three countries have refused to explain why they skipped the trip. But both in Armenia and in Azerbaijan the visit to Shusha was clearly interpreted as a de facto recognition of Azerbaijani sovereignty over the city. (Foreign diplomats virtually never visit Armenian-controlled Karabakh in sensitivity to its contested position.)

In Azerbaijan, the episode resulted in an obviously choreographed campaign against the three countries, as various media and political figures lined up to denounce the snub. Former foreign minister Tofik Zulfugarov [went so far as to say](#) the three ambassadors should be "isolated" and not invited to anything else until they visit Shusha.

The 46 ambassadors who did go, meanwhile, got it from the other side. Armenia's Foreign Ministry handed out *notes verbales* to the ambassadors from those countries, [complaining](#) that the visit to Shusha was "utterly unacceptable" given that it considered the city to be "occupied territory" of the unrecognized (even by Armenia) Nagorno-Karabakh Republic.

All of that may be an overinterpretation. The American, Russian, and French embassies also don't appear to have participated in any of the many other trips that Baku has organized for the diplomatic corps to other parts of the retaken territories, including those like Aghdam and Jabrayil that Armenia no longer claims. The trips are invariably turned into PR events by the Azerbaijani government, and the Minsk Group co-chairs may think it prudent to stay out of them altogether, even the ones to less controversial regions. But it all speaks to the diplomatic minefields that lay ahead whenever a real peace agreement starts to be worked out.

Joshua Kucera is the Turkey/Caucasus editor at Eurasianet

10- La Croix

15/07/2021

Haut-Karabakh, une reconstruction sans réconciliation

Reportage

Dans les régions reprises à l'Arménie il y a neuf mois, une Azerbaïdjan triomphante se focalise sur la reconstruction et exalte son patrimoine. La réconciliation avec les Arméniens, qui contrôlent toujours une partie du Haut-Karabakh, passe, elle, au second plan.

- Fabrice Deprez (envoyé spécial à Choucha)

Elle est encore poussiéreuse, creusée d'ornières et, dans les derniers kilomètres menant à la ville montagneuse de Choucha (Chouchi en arménien), aussi étroite qu'inconfortable. Mais la « route de la victoire », baptisée ainsi par l'autoritaire président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, est depuis plusieurs semaines agitée par les va-et-vient constants des camions, pelleteuses et engins de chantier appartenant aux sociétés turques et azéries chargées de terminer cet axe routier de 100 kilomètres. Objectif : ouvrir la route au mois de septembre, pour le premier anniversaire du conflit qui a vu l'[Azerbaïdjan](#), pays turcophone à majorité musulmane, reprendre des territoires azéris perdus à l'Arménie dans les années 1990.

Capitale culturelle

Bakou veut aller vite, et le montrer : les autorités du pays ont invité début juillet un groupe d'une vingtaine de médias internationaux - dont *La Croix* - à visiter des régions reprises l'année dernière par l'Azerbaïdjan au terme d'un brutal conflit de six semaines ayant fait plus de 6 700 morts, dont au moins 169 civils. Vidée de ses habitants arméniens et criblée de mines, la région reste aujourd'hui largement inaccessible. L'opération de communication de Bakou se fait dans le contexte d'un fragile cessez-le-feu, surveillé par des troupes de maintien de la paix russes positionnées entre les positions azéris et la portion du Haut-Karabakh encore

sous le contrôle de l'autoproclamée république d'Artsakh.

À une dizaine de kilomètres de Stepanakert, plus grande ville de la région encore sous contrôle arménien, Choucha est au cœur du triomphe azéri. Déclarée par le président Ilham Aliyev « capitale culturelle » en mai, cette ville au creux des montagnes boisées du Haut-Karabakh est revendiquée par Bakou comme le berceau de la nation azérie. Là aussi, les travaux y ont démarré dès la fin du conflit, avec deux objectifs : préparer le retour d'une partie des 600 000 personnes expulsées de la région par l'Arménie après la première guerre du Karabakh en 1994 - chiffre énorme pour un pays d'à peine 10 millions d'habitants -, et exalter le patrimoine azéri.

Près de la place principale de la ville, le peintre en bâtiment Seymour Nassibov travaille dans ce qui deviendra bientôt l'hôtel Karabakh. L'ouvrier est lui-même né à Choucha, qu'il a dû quitter à l'âge de 14 ans au moment de sa capture par l'Arménie en 1992. Impossible, assure-t-il, de décrire ses émotions au moment de son retour. « *C'est comme un miracle* », explique-t-il tout en montrant le petit appartement jonché de débris et de bris de verre où sa famille vivait avant la guerre. Casque de chantier sous l'aisselle, Seymour Nassibov assure avoir été choqué à son retour « *par la destruction de la culture* ». « *Les Arméniens ont pris soin des immeubles, mais pas des musées* », lâche-t-il.

Reconstruction et patrimoine vont de pair dans une région du Haut-Karabakh que Bakou cherche maintenant à établir comme azérie, malgré la présence ancienne de populations arméniennes dans la région. « *Vous devez savoir qu'ici c'est une ville azerbaïdjanaise* », assure Seymour Abdullayev, un soldat mis à disposition des journalistes par le gouvernement. « *Les Arméniens sont venus parce que nous les y avons autorisés, nous les avons accueillis comme invités* », continue-t-il. « *Il n'y avait presque pas d'Arméniens à Chouchi lorsque les Arméniens du Haut-Karabakh ont capturé la ville en 1992* », confirme depuis les États-Unis Simon Maghakyan, un chercheur et activiste arménien spécialiste de la destruction du patrimoine arménien par l'Azerbaïdjan. « *Ce que Bakou ne vous dira pas, c'est que les Azerbaïdjanais sont devenus majoritaires dans la ville à la suite du massacre de 1920* ». Cette fois, les violences ont conduit à l'expulsion de la quasi-totalité des Arméniens de Choucha, qui représentaient alors la moitié de la population totale de la ville.

Évasive réconciliation

Les deux pays s'accusent mutuellement de nettoyage ethnique mais aussi de destructions du patrimoine culturel propre à chaque nation, et notamment des églises arméniennes et mosquées azerbaïdjanaises qui parsèment la région. À Choucha, les autorités ont déjà entamé la rénovation de mosquées abandonnées pendant près de trente ans et apposé une série de plaques sur les monuments historiques de la ville, dont une partie est aussi en ruines. À quelques encablures de la mosquée Saatli, la cathédrale arménienne Ghazanchetsots, construite à la fin du XIX^e siècle, est encerclée d'échafaudages.

Frappée par deux missiles azerbaïdjanais au mois d'octobre, qui ont détruit son dôme et laissé un trou béant dans la façade, elle est devenue le symbole de la crainte arménienne que la défaite militaire ne se double d'une destruction du patrimoine arménien local. Bakou a bien annoncé la restauration de la cathédrale. Pourtant, face à l'église, Eltchine Akhmedov, un professeur à l'académie d'administration publique de la présidence d'Azerbaïdjan, lui aussi originaire de Choucha, assure que la cathédrale n'a « *jamais été arménienne* », en référence à une théorie populaire en Azerbaïdjan - et inconnue à l'extérieur du pays - définissant le patrimoine arménien comme appartenant en fait à l'Albanie du Caucase, un royaume disparu il y a plus de mille ans. Gêné, un diplomate azerbaïdjanais tente plus tard de corriger le tir : « *Il a tort, il y a des églises albanaises mais celle-ci est bien arménienne* », assure-t-il.

Le dôme détruit durant le conflit est aussi au centre d'un débat tendu : pour Eltchine Akhmedov et de nombreux officiels azéris, celui-ci aurait été rajouté dans les années 1990 et ne devrait pas être inclus dans le plan de restauration. Photos à l'appui, des chercheurs arméniens assurent, eux, que la cathédrale possédait bien un dôme à sa construction, mais que celui-ci fut détruit en 1920.

« *Le Karabakh, c'est l'Azerbaïdjan* » : partout à travers Bakou, le message se répète, sur des panneaux le long des routes, sur un maillot célébrant l'Euro de football, parfois associés aux drapeaux turcs, soutien majeur de l'Azerbaïdjan pendant le conflit, ou pakistanais - seul État au monde à ne pas reconnaître l'Arménie. L'Azerbaïdjan assure qu'une réconciliation avec cette dernière passera par le développement économique de la région, et refuse d'envisager un statut d'autonomie pour les Arméniens du Haut-Karabakh. « *Ils sont l'une des*

nombreuses minorités qui vivent en Azerbaïdjan, nous respectons leur présence mais cela n'implique pas de privilèges particuliers », lance Hikmet Hajiyev, conseiller du président azéri aux affaires étrangères. Neuf mois après la fin du conflit, l'idée d'une réconciliation reste très largement en retrait du triomphalisme débridé du pays.

11- Le Courrier d'Erevan

15/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/aliyev-la-declaration--trilaterale-du-10-novembre-dit-tous-les-refugies-doivent-retourner-dans>

Aliyev : La déclaration trilatérale du 10 novembre dit : Tous les réfugiés doivent retourner dans leurs terres natales : Zangezour, Goycha, Irevan

Bakou reçoit des informations par des canaux non officiels selon lesquelles l'Arménie ne serait pas prête à signer un traité de paix avec l'Azerbaïdjan, a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev.

« Nous sommes prêts à entamer ces travaux. Mais il n'y a aucune réponse de l'Arménie, aucune réaction officielle. Par des canaux non officiels, nous obtenons des informations selon lesquelles l'Arménie n'est pas prête pour cela. Je pense que ce serait une grosse erreur pour eux », a déclaré M. Aliyev mercredi.

Il a rappelé que Bakou considère que le conflit entre les deux pays est épuisé.

« Les parties doivent reconnaître l'intégrité territoriale de l'autre, reconnaître les frontières et donner le coup d'envoi aux travaux de délimitation. Les organisations internationales donnent également maintenant des signaux positifs sur la délimitation », a déclaré M. Aliyev.

Le dirigeant azerbaïdjanais a ensuite lancé un avertissement depuis la position du camp vainqueur : *« Si l'Arménie refuse, c'est son affaire. Mais elle doit bien réfléchir, sinon il sera trop tard »*. Il a ensuite ajouté que le peuple d'Azerbaïdjan retournera sur ses terres ancestrales.

« La déclaration trilatérale du 10 novembre dit : tous les réfugiés doivent retourner dans leur terre natale. Nos terres natales sont Zangezour (territoire arménien - ndlr), nos terres natales sont Goycha (Sevan, un lac sur le territoire arménien - ndlr), Iravan (Erevan, la capitale de l'Arménie - ndlr). Nous reviendrons certainement », a déclaré le dirigeant azerbaïdjanais.

M. Aliyev a également ajouté que, bien que la période de guerre soit terminée, « on doit malgré tout être prêt à la guerre à chaque instant ».

12- Nor Haratch Hebdo

15/07/2021

https://norharatch.com/armen-grigorian-en-passe-d-etre--nomme-ministre-des-affaires-etrangeres_679B50843668A566.html

Armen Grigorian en passe d'être nommé ministre des Affaires étrangères

L'ancien secrétaire du Conseil de sécurité arménien, Armen Grigorian, a été nommé premier vice-ministre des Affaires étrangères, une décision que les représentants du parti au pouvoir considèrent comme un prélude à sa nomination au poste ministériel actuellement vacant.

Grigorian, 38 ans, est membre du parti au pouvoir « Contrat civil ». Il est diplômé du Département des relations internationales de l'Université d'État d'Erevan et plus tard de l'Université américaine d'Arménie, mais n'a aucune expérience dans

le travail diplomatique.

Grigorian a coordonné les programmes de l'organisation anti-corruption, Transparency International, avant de devenir l'une des figures clés de la révolution de Velours en Arménie en 2018. Il a été nommé secrétaire du Conseil de sécurité après la révolution.

Grigorian était l'un des rares responsables à avoir critiqué la décision de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) dirigée par la Russie de ne pas soutenir l'Arménie dans son impasse frontalière actuelle avec l'Azerbaïdjan.

L'analyste politique Armen Baghdassarian estime que si Grigorian est nommé ministre des Affaires étrangères, il y aura des changements drastiques, car l'Arménie commencera à poursuivre une politique étrangère pro-occidentale.

« Compte tenu de son parcours et de ses nombreuses déclarations, je pense qu'il lui sera très difficile de mener une politique étrangère pro-russe. En cas de changement radical de la politique étrangère de l'Arménie, la Russie essaiera de réagir aussi durement que possible », a déclaré Baghdassarian.

Baghdassarian pense que les diplomates de carrière n'accepteraient pas de changements fondamentaux dans la politique étrangère de l'Arménie, et que Pachinian a donc recherché un candidat à ce poste en dehors du ministère des Affaires étrangères.

« La tâche principale de la diplomatie est la recherche d'alliés. Aujourd'hui, la dépendance de l'Arménie vis-à-vis de la Russie, principalement dans le domaine de la sécurité, est si grande que je pense que ce ne serait pas une décision raisonnable de nommer quelqu'un en qui la Russie n'a absolument pas confiance

», a-t-il déclaré.

13- Le Courrier d'Erevan

15/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/societe/loeuvre-dorient-renforce-sa-presence-en-armenie>

L'Œuvre d'Orient renforce sa présence en Arménie

Éducation, action auprès des communautés, culture et patrimoine, soins et aide sociale... C'est à travers ces quatre missions que l'Œuvre d'Orient intervient auprès des chrétiens de ces régions, un engagement vieux de 160 ans.

Par Lusiné Abgarian

Sans considération d'appartenance religieuse, que ce soit en temps de guerre ou de paix, cet organisme pionnier dans l'application de nouvelles approches d'action de soutien au profit des communautés apporte tout son soutien aux actions menées par les communautés religieuses et les structures locales. En dépit des conditions sanitaires qui ont contraint de nombreuses organisations à suspendre leurs déplacements à l'étranger, l'Œuvre d'Orient continue de recruter des volontaires et les envoie là où les besoins exprimés nécessitent une réponse conséquente et un appui maximum.

Avant de se lancer dans la vie professionnelle, Clémence de Hauteclocque, 26 ans, psychologue, a décidé de vivre cette expérience avec l'Œuvre d'Orient. Volontaire en Arménie pour une mission de 6 mois auprès du centre éducatif des sœurs arméniennes de l'Immaculée Conception de Gyumri, elle enseigne le français aux enfants de l'orphelinat ainsi qu'aux religieuses. Parallèlement, Clémence anime des ateliers francophones dans des écoles dont s'occupe la Fondation KASA et un rendez-vous mensuel avec les adultes de cette association pour une discussion et des échanges en français.

Augustine Dabout sa collègue, étudiante en France en école de commerce, a décidé, elle, de consacrer quelques mois de son année sabbatique à l'action humanitaire en Arménie. En charge de l'entretien des jardins des crèches Aregak et Little Prince de l'ONG Caritas, elle dispense des cours de français aux enfants du centre Entanik. Une cantine y sera d'ailleurs prochainement ouverte grâce aux aide apportées par l'Œuvre d'Orient.

Installées à Gumri et « conquises » par le pays - ni l'une ni l'autre ne connaissait l'Arménie avant d'y venir - elles ont été accueillies avec grand enthousiasme. Ce sont les toutes premières volontaires de l'Œuvre d'Orient envoyées en Arménie, d'autres les suivront pour animer un camp d'été à Tsaghkadzor. La politique défendue par l'organisation - l'immersion au sein même de la population - a permis à Clémence et Augustine d'apprendre l'arménien en quelques mois. Un moyen fort utile pour mieux communiquer avec les enfants de l'orphelinat qu'elles accompagnent.

L'engagement actif et dévoué dont font preuve les volontaires en mission se caractérise par le désir de partager savoir-faire et coup de main. Au moins pour un moment, ils vivent « au rythme de la communauté », reçoivent un accueil toujours chaleureux et font l'objet d'une extrême bienveillance de la part des populations locales.

Pour Clémence et Augustine, ce volontariat représente une opportunité réelle de se découvrir, tout en découvrant l'Arménie. Elles demeurent « fascinées par la bienveillance et l'hospitalité, par les paysages et les gens » qu'elles y ont rencontrés. C'est riche de ce parcours original et d'une expérience supplémentaire que les jeunes femmes repartiront, à la fin de cette mission, vers leur vie professionnelle... après avoir bien sûr accueilli leur successeurs, volontaires de l'Œuvre d'Orient en Arménie.

Et à la rentrée, on attend de nouvelles volontaires envoyées en Arménie par L'Œuvre d'Orient - sans doute, aussi passionnées et passionnantes.

14- Le Courrier d'Erevan

15/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-president-francais-attendu-bientot-en-armenie>

Le président français attendu bientôt en Arménie

Hier, à l'occasion de la Fête nationale française, le Premier ministre par intérim Nikol Pashinyan a reçu l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en République d'Arménie S.E.M. Jonathan Lacôte.

Au cours de cette rencontre, S.E.M. Jonathan Lacôte a notamment indiqué qu'un travail actif est en cours pour organiser la prochaine visite d'Emmanuel Macron en Arménie, ce qui peut donner une forte impulsion au développement des relations arméno-françaises et aider à mettre en œuvre des projets communs dans différents domaines d'activité. L'ambassadeur a souligné que la partie française est intéressée à développer la coopération avec l'Arménie dans les domaines de l'énergie, des hautes technologies, de l'industrie, de l'éducation, etc.

15- Nor Haratch Hebdo

15/07/2021

https://norharatch.com/le-gouvernement-impose-une-nouvelle-taxe-sur-les-exportations-de-metaux_679D5387396BA869.html

Le gouvernement impose une nouvelle taxe sur les exportations de métaux

Les législateurs arméniens ont approuvé jeudi une proposition du gouvernement visant à imposer une nouvelle taxe sur les exportations de cuivre et d'autres métaux, un jour après que des agents des forces de l'ordre ont perquisitionné les

bureaux de la plus grande société minière d'Arménie contrôlée en partie par un leader de l'opposition.

Le gouvernement a annoncé son intention d'introduire un droit d'exportation de 15 pour cent lors d'une réunion d'urgence qui s'est tenue lundi. Il a déclaré que les prix internationaux du cuivre et du molybdène, le premier produit d'exportation de l'Arménie, ont considérablement augmenté au cours de l'année écoulée, permettant aux sociétés minières de réaliser des bénéfices excessifs.

Le vice-Premier ministre Mher Grigorian s'est opposé à la mesure lors de la réunion du cabinet, affirmant que sa mise en oeuvre serait lourde de « risques » pour l'économie nationale. Pachinian a rejeté les préoccupations de Grigorian.

L'Assemblée nationale sortante a rapidement adopté les amendements pertinents rédigés par le gouvernement à une loi arménienne sur les devoirs de l'État.

Le ministre de l'Économie, Vahan Kerobian, a déclaré que la hausse des impôts devrait rapporter au gouvernement environ 35 milliards de drams (70 millions de dollars) de recettes fiscales supplémentaires au cours du second semestre de cette année.

Kerobian a nié que l'objectif principal de la mesure soit de nuire aux propriétaires et aux cadres supérieurs du Zangezur Copper-Molybdenum Combine (ZCMC), la plus grande entreprise industrielle du pays basée à Kadjaran, une ville du sud-est de la province de Sunik.

Le conseil d'administration de ZCMC comprend Vahe Hakobian, un membre éminent du bloc d'opposition « Hayastan » dirigé par l'ancien président Robert Kotcharian. Les maires de Kadjaran et de plusieurs autres communautés de Sunik

sont également affiliés au bloc qui a terminé deuxième aux élections législatives du 20 juin.

Au cours de la campagne électorale, Pachinian s'est engagé à sévir contre les propriétaires « corrompus » de ZCMC et à mener des « vendettas politiques » contre les responsables du gouvernement local soutenant l'opposition. Il a affirmé que la société minière avait interdit à ses employés d'assister à son rassemblement électoral à Kadjaran.

Mercredi, des agents du Service de sécurité nationale auraient fouillé et scellé les bureaux administratifs de la ZCMC à Kadjaran et arrêté trois dirigeants de l'entreprise. Plus tôt cette semaine, ZCMC a déclaré que le service des douanes arménien refusait sans aucune explication d'autoriser plus de 70 wagons chargés de ses concentrés de minerai de cuivre et de molybdène à quitter le pays.

Selon le Comité des recettes de l'État d'Arménie, le géant minier qui emploie plus de 4 000 personnes a payé 41,7 milliards de drams (84 millions de dollars) en taxes diverses l'année dernière, ce qui en fait le troisième contribuable arménien.

16- Le Courrier d'Erevan

14/07/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/un-soldat-armenien--tue-lors-dune-fusillade-dans-la-section-yeraskh-de-la-frontiere>

Un soldat arménien tué lors d'une

fusillade dans la section Yeraskh de la frontière

Le Ministère de la Défense de l'Arménie informe qu'un militaire des Forces armées arméniennes a été mortellement blessé lors d'une fusillade sur la section Yeraskh de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Dans le communiqué de presse du ministère, il est particulièrement déclaré ce qui suit :

« Un incident a été enregistré dans la section Yeraskh de la frontière arméno-azerbaïdjanaise le 14 juillet vers 10h30. Les unités des forces armées azerbaïdjanaises, afin de faire avancer les positions militaires, ont tenté d'effectuer des travaux de fortification à l'aide d'équipements d'ingénierie.

Après les contre-actions de la partie arménienne visant à arrêter les travaux mentionnés, les militaires azéris ont ouvert le feu en direction des positions arméniennes. A la suite de fusillade, un militaire des forces armées de la RA a été mortellement blessé. La partie azerbaïdjanaise a également des pertes.

Le ministère de la Défense de la RA condamne fermement la nouvelle provocation de la partie azerbaïdjanaise et prévient qu'elle fera l'objet de représailles sévères. L'entière responsabilité de l'aggravation de la situation incombe aux dirigeants militaro-politiques de l'Azerbaïdjan ».

17- Le Courrier d'Erevan

14/07/2021

Les ambassadeurs ont été invités au MAE d'Arménie

Dans le cadre de la participation des représentants diplomatiques de certains pays à la visite des autorités Azéries dans les territoires occupés

du Haut-Karabagh les 9 et 10 juillet, les chefs des missions diplomatiques respectives à Erévan ont été invités au ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie, rapporte l'agence Armenpress.

Les ambassadeurs ont reçu des demandes adressées aux gouvernements de leurs pays, où, en particulier, il a été noté que la République d'Arménie juge absolument inacceptable la visite de représentants diplomatiques en Azerbaïdjan, y compris Hadrout, le centre historique de l'Artsakh, la ville de Chouchi, qui ont été soumises au nettoyage ethnique, et des crimes de guerre et des crimes de masse ont été commis contre la population par les forces armées azéries. Il a été souligné que les autorités azéries tentent de légitimer l'agression contre le peuple arménien de l'Artsakh par de telles mesures, pour renforcer leurs propres revendications pour résoudre le conflit par la force.

« Au cours de toutes les réunions, il a été souligné que l'implication de représentants diplomatiques dans de telles visites contredit l'esprit de coopération entre la République d'Arménie et les pays, ainsi que la position des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE. À cet égard, l'Arménie exhorte vivement à s'abstenir de toute action qui pourrait justifier le recours à la force, compromettant ainsi la paix et la sécurité régionales. Le recours à la force et les atrocités de masse ne peuvent pas résoudre le conflit du Haut-Karabakh, dont le règlement n'est possible que par des négociations dans le cadre de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE du seul mandat international » indique le communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Arménie.

18- Le Courrier d'Erevan

15/07/2021

La cérémonie du Prix Aurora 2021 aura lieu à Venise

L'Initiative Humanitaire Aurora a annoncé que les événements du Prix Aurora 2021 se tiendront à Venise en Italie, du 8 au 10 octobre 2021.

Outre la cérémonie, au cours de laquelle le lauréat du Prix Aurora 2021 sera nommé et les Dialogues Aurora se tiendront, il y aura de nombreuses occasions pour les invités et les participants, y compris les membres du Comité de Sélection du Prix Aurora, les Humanitaires Aurora et d'autres représentants de la communauté Aurora, d'explorer le riche patrimoine arménien de cet endroit.

Les événements Aurora 2021 à Venise marqueront une première dans la mesure où la cérémonie de remise du Prix Aurora aura lieu en Europe. Ils mettront en lumière le lien étroit entre ce site culturel d'importance universelle et l'esprit d'Aurora, avec son respect profondément ancré pour la vie humaine partagée par chaque Arménie et tous les membres du mouvement mondial Aurora. Ce sera également la première cérémonie de remise du Prix Aurora hors ligne depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Le 19 octobre 2020, l'Initiative Humanitaire Aurora a célébré son 5e anniversaire lors [d'un événement virtuel de collecte de fonds à New York](#), dédié à la philosophie fondamentale d'Aurora de Gratitude en Action. Diffusé en direct depuis la bibliothèque publique de New York, l'événement mettait en vedette le co-fondateur d'Aurora et membre du Comité de Sélection du Prix Aurora, Vartan Gregorian, [malheureusement décédé](#) en avril 2021.

« Les principaux événements du Prix Aurora 2021 à Venise sont destinés à donner une chance à nos invités de se réunir pour la première fois depuis que nous avons été obligés de mettre tous nos événements en ligne. La dernière année et demie a été dure pour tout le monde, et nous avons subi de nombreuses pertes douloureuses. C'est pourquoi nous sommes très enthousiastes à l'idée d'exprimer notre gratitude à notre merveilleuse communauté, d'inviter des humanitaires du monde entier à Venise et de leur présenter le patrimoine arménien de cet endroit et son histoire riche et fascinante », a déclaré Noubar Afeyan, co-Fondateur de l'Initiative Humanitaire Aurora.

Les premières communautés arméniennes ont été établies dans la région il y a des siècles, et l'histoire de leur développement et de leur intégration réussis fait écho à l'identité complexe et composite qui définit le peuple arménien moderne et son impact mondial. Peu importe où ils sont nés, que ce soit à Erevan à Los Angeles, à Beyrouth et à Moscou, tous les Arméniens possèdent une compréhension aiguë de l'importance de la gentillesse, de l'humanité et de la gratitude, fortement reflétée dans la vision d'Aurora.

« L'Initiative Humanitaire Aurora transforme l'expérience arménienne en un mouvement mondial basé sur la philosophie de Gratitude en Action, et nous sommes très heureux d'avoir la cérémonie du Prix Aurora 2021 à Venise, l'un des sites les plus importants du patrimoine arménien, et de souligner notre présence en Europe après le succès de l'événement américain de l'année dernière. Aurora continue d'améliorer avec succès l'angle humanitaire, et nous sommes impatients de partager ce moment spécial de célébration des héros des temps modernes et du travail qu'ils accomplissent avec les membres de la communauté d'Aurora », a déclaré Ruben Vardanyan, cofondateur de l'Initiative Humanitaire Aurora.

En attendant, les candidatures sont toujours ouvertes pour le Prix Aurora 2022 for Awakening Humanity. Jusqu'au 31 octobre 2021, toute personne peut [déposer une candidature](#) pour des candidats qui, selon elle, ont surmonté de grands défis personnels pour aider les autres.

19- Nor Haratch Hebdo

13/07/2021

La France se mobilise pour la protection et la restauration du patrimoine arménien

L'Ambassade de France en Arménie a organisé cette semaine la première session de formation de l'Institut national du patrimoine (INP), en présence de Charles Personnaz, Directeur de l'INP, au bénéfice des professionnels des grandes institutions arméniennes. Cette session était organisée dans le Matenadaran, lieu symbolique de la conservation de la mémoire arménienne.

Cette action constitue la première étape d'une coopération de long terme entre la France et l'Arménie dans le domaine du patrimoine, qui a vocation à s'inscrire dans une logique régionale et qui comprendra notamment :

- un cycle de formations sur 5 ans à destination des professionnels arméniens ;

- des chantiers-écoles associant professionnels et élèves français et arméniens ;
- l'échange d'élèves conservateurs du patrimoine ;
- la restauration d'un site emblématique du patrimoine arménien par une équipe commune avec une expertise française.

A travers ces actions, la France se tient aux côtés de l'Arménie pour en assurer sauvegarde et la mise en valeur.

20- Nor Haratch Hebdo

13/07/2021

L'ancien chef du NSS nommé à la tête de la Commission d'enquête

Argishti Kyaramian, l'ancien directeur du Service de sécurité nationale d'Arménie (NSS) limogé pendant la guerre dans le Haut-Karabakh a été nommé lundi à la tête d'un autre organisme chargé de l'application des lois.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a annoncé la nomination d'Argishti Kyaramian à la tête de la Commission d'enquête lors d'une réunion du gouvernement. Pachinian a salué les antécédents de l'ancien chef de la Commission d'enquête, Hayk Grigorian, mais n'a pas donné de raison claire pour

sa décision de le remplacer.

Avec cette nomination, Kyaramian occupe son cinquième poste sous l'administration Pachinian. Il a auparavant travaillé au Bureau du procureur général et à la Commission des recettes de l'État avant de devenir chef par intérim d'un organisme gouvernemental de lutte contre la corruption en 2019.

En juin 2020, Pachinian a nommé Kyaramian directeur du NSS malgré le fait qu'il n'avait jamais travaillé dans ce service. Il a été licencié quatre mois plus tard, moins de deux semaines après le déclenchement de la guerre avec l'Azerbaïdjan. Aucune raison officielle n'a été donnée pour son limogeage.

Pachinian a confirmé la réputation de Kyaramian en tant que l'un de ses lieutenants de confiance lorsqu'il a nommé ce dernier chef adjoint de la Commission d'enquête en décembre dernier.

Des personnalités de l'opposition et d'autres critiques du gouvernement affirment que la mission principale de Kyaramian au cours de l'année écoulée a été de superviser des enquêtes criminelles à caractère politique.

Nina Karapetians, une militante des droits civiques, s'est plainte que depuis son arrivée au pouvoir en 2018, Pachinian a rarement expliqué les fréquents changements de personnel qu'il a effectués.

« Comment peuvent-ils confier ce travail à quelqu'un qui a été limogé en tant que directeur du NSS pendant la guerre sans explication ? », a-t-elle demandé. « Cette récente nomination est-elle une récompense ou une punition ? M. Kyaramian est-il irremplaçable ou quoi ? Le public mérite de savoir qui a été licencié et pourquoi.

»

21- La Croix

15/07/2021

<https://www.la-croix.com/France/grand-pere-moi-venait--dIstanbul-rencontre-Armeniens-Nice-2021-07-15-1201166411>

« Mon grand-père à moi, il venait d'Istanbul », rencontre avec les Arméniens de Nice

▪ Pascal Charrier et Marc Garmirian (envoyés spéciaux)

En 1922, Hagop Garmirian, Arménien de Constantinople, a quitté Istanbul pour Marseille en bateau. Marc, son petit-fils, journaliste reporter d'images, a parcouru cette route de l'exil à rebours et à vélo... Pascal Charrier, grand reporter à « La Croix », l'a accompagné. Aujourd'hui : de Nice à Gênes, en Italie. De Marseille à Istanbul, à vélo (3/9).

Promesses tenues. Les cadres délestés de bagages, Marc et moi-même rebroussons le chemin emprunté la veille le long de la Promenade des Anglais, pour remonter le vallon de la Madeleine jusqu'à ses pentes peuplées de descendants d'Arméniens. Marie Madjarian, elle aussi, a été fidèle à sa parole : elle a préparé du café ([épisode 2](#)). Mais elle ne se laisse toujours pas saisir par l'objectif de mon compagnon de route, photographe... Personne ne lui en voudra. « *Vous devriez aller voir le vieux monsieur un peu plus haut, c'est aussi un ancien* », nous avait-elle dit.

Le vieux monsieur se prénomme Noé. Il a 78 ans et partage une maison accrochée à la colline avec Marc, son fils de 49 ans. L'un habite l'étage, l'autre le rez-de-chaussée. Le train des Pignes passe en contrebas pour s'enfoncer dans un tunnel et, de la terrasse, on aperçoit la Méditerranée. « *On est exactement à 3,6 kilomètres de la mer* », annonce ce « Marc niçois ». Son logement a été bâti en 1928 par Simon, son grand-père, un de ces Arméniens arrivés à Marseille après le [génocide](#).

Tout un groupe avait été recruté pour venir travailler à Nice. « *C'était une famille entière, ils étaient tous cousins, raconte Noé. On leur a demandé s'ils étaient maçons. Ils ont tous répondu oui. En fait, mon père n'avait jamais maçonné...*

» Simon a appris. Il a participé à la construction de l'église apostolique et rencontré sa femme ici, une orpheline originaire de Smyrne ([Turquie](#)), pour fonder un foyer. C'est l'histoire d'une intégration paisible dans un vallon où l'on pêchait des écrevisses et parlait arménien à la maison.

Noé est devenu plombier et est parti s'installer en région parisienne, à Issy-les-Moulineaux. Il est revenu à Nice en 1984, dans ce quartier un peu excentré. « *Il y a de la verdure, c'est magnifique* », s'enthousiasme Marc, en servant du café. « *Il n'est pas arménien* », précise-t-il. Ses propres enfants portent des prénoms venus du pays de ses ancêtres : Azad, Nayiri et Vicken. « *Avant ce n'était pas possible* », rappelle Noé, qui s'est rendu souvent en Arménie : « *C'est magnifique.* »

Une chaise est tirée pour Alexandre Saradjian, venu nous saluer après avoir appris que deux cyclistes roulaient vers Istanbul. Cet étudiant en droit de 23 ans n'habite pas le quartier, mais il a joué au basket pour l'Union sportive arménienne, le club fondé à la Madeleine en 1925. « *C'est la plus vieille association arménienne de la ville, explique-t-il. Cela servait à la fois à s'intégrer et à conserver son arménité.* »

Le futur juriste s'est beaucoup mobilisé pour soutenir l'Arménie au moment de la guerre du Haut-Karabakh. Ses racines plongent à la fois à Marseille, au Liban et en Turquie, dont une de ses grands-mères n'est partie que dans les années 1960. « *Il y a eu plusieurs vagues d'émigration successives* », rappelle-t-il. Le jeune homme est particulièrement fier de son arrière-grand-père, Bedros Saradjian, un rescapé du génocide qui a participé à la guerre arméno-turque de 1920 : « *C'était un guerrier.* »

Un nouveau convive est invité à boire le café, suivi par son chien. Un père originaire du Liban, une mère de Grèce, Hagop Guevorkian, 57 ans, est né dans l'Arménie soviétique où ses parents avaient choisi de s'installer sous Staline, en 1946. Ils en sont revenus et ont refait leur vie en France. Cet Hagop-là les a suivis à Nice et il est chauffeur de VTC. « *Dans le milieu, on m'appelle plutôt Jacques* », dit-il.

C'est l'instant où un journaliste de *La Croix* aux racines simplement ardéchoises découvre qu'Hagop signifie Jacques... « *Finalement, moi, je ne suis qu'un quart arménien* », poursuit Marc. « *Ce n'est pas grave, on t'accepte quand même* », lui répond l'autre Marc, le fils de Noé. Il y a encore du café, mais il est temps de prendre congé. Un premier passage de frontière pointe à l'horizon, à 40 kilomètres, à Menton, de l'autre côté de la principauté de Monaco.

Ce n'est pas tant le col d'Èze qui nous inquiète. En ce début du mois de mai,

l'Italie n'a pas encore totalement ouvert sa frontière. La règle, rappelée par un e-mail de l'ambassade, est claire : les touristes doivent respecter une quarantaine et les déplacements professionnels sont limités à cinq jours. La presse niçoise a fait ses choux gras des cas de Mentonasques refoulés par d'inflexibles fonctionnaires.

Comment expliquer à un carabinier que, « *oui, euh, nous sommes à vélo, mais nous travaillons* » et que « *désolé, euh, on aura du mal à traverser l'Italie en cinq jours* » ? Pour appuyer le propos, une très officielle lettre de mission en trois langues - en français, en italien et en anglais -, signée de la main du directeur de *La Croix*, a été glissée dans la sacoche de guidon. Une grande respiration et nous nous élançons, l'air décidé, vers la barrière du poste frontière Saint-Ludovic.

À un signe de la tête, le militaire en faction répond d'un hochement du menton, interprété instantanément comme une invitation à ne pas serrer les freins. Nous ne nous faisons pas prier. L'entrée en Italie se fera en entonnant à tue-tête la chanson *Istanbul*, de Dario Moreno. L'arrivée à Vintimille rafraîchit cet allant. Des migrants, eux, se heurtent chaque jour à cette même frontière. « *Ils ne nous laissent même pas entrer dans les trains* », raconte Mohamed, en face d'une gare placée sous la haute surveillance des forces de l'ordre.

Ce Guinéen de 28 ans est assis par terre. Il a traversé le désert, la Libye, la Méditerranée et l'Italie, pour échouer sur ce trottoir avec Ibrahim, un Malien. Ensemble, ils ont essayé d'atteindre Menton à pied, de nuit. « *Ils nous ont attrapés et ramenés, poursuit-il. Même s'il nous faut dix ans, on veut aller en France. Ce sont vos arrière-grands-parents qui nous ont colonisés.* » Marc compatit, mais précise : « *Mon grand-père à moi, il venait d'Istanbul* »...

Une fois sortis de Vintimille, le relief escarpé du littoral ligure ne laisse guère d'échappatoire. Coincés entre mer et montagne, nous roulons sur la via Aurelia. La voie romaine est devenue une nationale, la « strada statale 1 ». De temps à autre, une piste cyclable propose une alternative. Celle-ci est piègeuse. Le vélo se cabre sur un ralentisseur, une sacoche se décroche, un rayon casse. La roue est voilée.

Escale à San Remo, la « Cité des fleurs »

Il faudra la réparer à San Remo, sur la terrasse d'un hôtel tenu par des

Ukrainiennes. Comme Nice, la ville surnommée la « Cité des fleurs » attire de longue date des touristes venus d'Europe de l'Est. Elle a aussi séduit Alfred Nobel. L'inventeur de la dynamite a racheté un petit palais, qui a hébergé lors de son exil Mehmed VI, le dernier sultan turc, celui qui a signé le traité de Sèvres entérinant la fin de l'Empire ottoman en 1920.

La maison est bordée par une piste cyclable, cette fois sans piège, un impeccable ruban de 24 kilomètres aménagé sur une ancienne voie ferrée. Mais elle finit par nous ramener sur la via Aurelia qui joue aux montagnes russes le long de la Grande Bleue. Sous les averses et par une lumière grise, la Riviera a le charme des stations balnéaires hors saison. Les volets sont clos, les plages sont vides et l'air exhale le parfum des orangers.

À force, Gênes approche, grossit et nous engloutit, dans un dédale de voies rapides et de ponts. D'énormes grues nous aimantent. Nous voulons approcher au plus près des chantiers navals de Sestri Ponente. Le paquebot qui a transporté Hagop a été soudé sur un site maintenant propriété de la société Fincantieri, le géant italien. À l'heure de la sortie du travail, les vigiles s'alarment de voir un cycliste trempé prendre des photos.

Nous devons passer au bureau comme des garnements de collègue. La fameuse lettre rédigée en italien évite aux impudents de finir chez le proviseur et la conversation s'engage avec Alex et Antonio, à l'abri d'arcades. Les deux ouvriers ont fini leur journée. Sur leurs téléphones, ils montrent les clichés du bateau de croisière sur lequel ils travaillent, le *Virgin*, un mastodonte de 400 mètres. Marc en fait de même avec le *Costantinopoli*, le bateau qui transporta son grand-père jusqu'à Marseille, depuis Constantinople, il y a cent ans de cela. La pluie s'arrête, enfin. Une nuit au sec ne sera pas de trop.

« Nice a aussi été attractive pour une population pauvre »

Yvan Gastaut Historien

« À partir du moment où Nice a été rattachée à la France, en 1860, la ville s'est construite de manière assez nette sur le brassage des populations. On a beaucoup mis en avant le brassage des élites, avec les Anglais et les Russes. Mais cette ville

était aussi attractive pour une population pauvre, c'est un aspect de Nice que l'on connaît moins. Beaucoup travaillaient dans le secteur agricole, qui était important à ce moment-là, et dans les services liés au tourisme de luxe, comme les hôtels. Il y avait enfin le bâtiment. Cette forte immigration de travail existe depuis la fin du XIX^e siècle, avec majoritairement des Italiens. Nice a aussi construit une tradition d'accueil des réfugiés : des antifascistes, des Arméniens, des Russes... Il peut exister des liens entre la présence des élites et des ressortissants moins fortunés issus des mêmes pays. Aujourd'hui, d'autres immigrés venus de l'Est vivent à Nice, des Tchétchènes. Mais c'est sans lien avec cette vieille présence russe. »

Recueilli par Pascal Charrier

→ **DE MARSEILLE À ISTANBUL, À VÉLO (1/9). « [Pari djanabahr, cela veut dire bon voyage](#) », de Marseille à Istanbul sur les traces d'un exil**

→ **DE MARSEILLE À ISTANBUL, À VÉLO (2/9). « [Ils s'étaient enfuis, je pense qu'ils en avaient honte](#) », sur les pas des Arméniens de Nice**

22- La Croix

16/07/2021

<https://www.la-croix.com/France/Cette-cabine-pouvait-etre-celle-grand-pere--armenien-Genes-decouverte-bateau-lexil-2021-07-16-1201166571>

« Cette cabine pouvait être celle de mon grand-père arménien » : à Gênes, la découverte du bateau de l'exil

▪ Pascal Charrier et Marc Garmirian (envoyés spéciaux),

En 1922, Hagop Garmirian, Arménien de Constantinople, a quitté Istanbul pour Marseille en bateau. Marc, son petit-fils, journaliste reporter d'images, a parcouru cette route de l'exil à rebours et à vélo... Pascal Charrier, grand reporter à « La Croix », l'a accompagné. Aujourd'hui : en Italie, de Gênes au Pô. De Marseille à Istanbul, à vélo (4/9).

Pas la peine de sortir les vélos de la chambre où ils sèchent à côté du linge sale. Le Musée de la mer de Gênes est à dix minutes à pied, dans le quartier des anciens arsenaux. Comme prévu, Gianni Carosio, un des conservateurs, nous en ouvre les portes un matin de fermeture.

Le privilège a été obtenu de longue date. Même le correspondant de *La Croix* à Rome, dont la fonction implique une parfaite connaissance de l'idiome natal d'Adamo, a été mis à contribution pour répéter le message : deux journalistes arrivant de France en pédalant - depuis une semaine - veulent absolument visiter l'établissement.

Une vitrine abrite un trésor aux yeux de Marc, mon compagnon de route : une maquette de 2,60 mètres du *Citta di Torino*, le nom originel du *Costantinopoli* qui a transporté son grand-père vers Marseille après avoir d'abord convoyé des milliers d'Italiens vers les [États-Unis](#). Le modèle réduit est une pièce de la partie du musée consacrée à l'émigration italienne. À partir de la fin du XIX^e siècle, des millions de Transalpins ont quitté leur pays, et Gênes a été un de leurs principaux ports d'embarquement vers le [Brésil](#), l'Argentine et les États-Unis.

Une reconstitution de l'intérieur du *Citta di Torino* évoque les conditions de vie des passagers de ces longues navigations transatlantiques. Ils pouvaient dormir sur des couchettes de troisième classe, dans des cabines confortables ou des cellules. La fin de l'exposition est consacrée au mouvement inverse, quand l'Italie est devenue un pays d'immigration, à partir des années 1970. « *Italiano, anch'io* », « *Italien, moi aussi* ». Une série de portraits illustre le phénomène.

Le musée abrite également